

Comment les géants pétroliers sapent l'Accord de Paris

Les cinq grands pétroliers tentent de dissimuler, sous leurs actions de lobbying, le fait qu'ils extraient toujours plus d'énergies fossiles. Une fuite en avant qui mine l'Accord de Paris, souligne un rapport publié fin mars par le think tank britannique [InfluenceMap](#). Interview de son directeur, Dylan Tanner, et de l'auteur du rapport, Edward Collins.

Le Temps: Quelles sont les principales conclusions de votre rapport?

Dylan Tanner: Il met en évidence le fait que les cinq principaux groupes pétroliers et gaziers cotés en bourse – ExxonMobil, Shell, Chevron, BP et Total – ont dépensé, depuis la COP21 à fin 2015, 1 milliard de dollars en opérations de lobbying et de relations publiques de façon à poursuivre et à intensifier leurs programmes d'extraction d'énergies fossiles. Et afin de pouvoir continuer également à bénéficier d'aides publiques, alors qu'ils ont engrangé 55 milliards de dollars de profits en 2018. En contradiction flagrante avec l'Accord de Paris, ces cinq compagnies ont agi de manière à contrôler, à retarder ou à bloquer les politiques énergétiques contraignantes. Elles sont ainsi parvenues à retarder les actions des Etats visant à limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C d'ici à la fin du siècle.

Comment ces sociétés ont-elles réagi à la publication de votre rapport?

D. T.: Elles se disent en désaccord tant avec la méthodologie employée qu'avec les résultats. Sans pour autant pointer une quelconque erreur.

En 2019, leurs investissements à faible teneur en carbone ne dépasseront pas 3% de leurs investissements totaux

Ce rapport montre qu'il y a une contradiction totale entre leurs paroles et leurs actes dans le domaine des technologies à faible émission de CO₂.

Edward Collins: Il y a en effet un gouffre entre les messages optimistes qu'elles diffusent et les très faibles efforts qu'elles réalisent. En 2019, leurs investissements à faible teneur en carbone ne dépasseront pas 3% de leurs investissements totaux. La quasi-totalité des 115 milliards de dollars d'investissements visera à accroître leurs capacités d'extraction de gaz et de pétrole.

Vous écrivez que ces compagnies sont parvenues à s'opposer à la politique européenne sur l'électrification du secteur des transports.

E. C.: Cette campagne a été menée avec l'appui de [FuelsEurope](#), l'association des industriels du pétrole européens. En 2017, alors que la Commission européenne était en train de préparer le paquet «Mobilité propre», ce groupe de pression s'est opposé à ce que la Commission favorise le développement des véhicules électriques.

Est-ce que ces compagnies pétrolières soutiennent réellement, comme elles le laissent entendre, une politique de taxation carbone?

E. C.: Elles se disent en effet favorables au concept d'une taxe carbone. Mais quand vous regardez dans les détails, vous observez qu'elles se sont en fait efforcées de freiner ou de bloquer les politiques de taxation carbone ambitieuses, comme en témoignent leurs actions de lobbying menées dans l'Etat de Washington (Etats-Unis),

où ces compagnies pétrolières ont dépensé 30 millions de dollars pour faire campagne contre cette taxe sur le carbone.

Quelles sont, en Europe, les groupes de pression industriels ou les think tanks les plus influents sur lesquels s'appuient ces sociétés pétrolières?

E. C.: Le premier d'entre eux est FuelsEurope, qui s'est opposé de façon très active, ces trois dernières années, aux politiques européennes ambitieuses en matière climatique. J'ai déjà expliqué sa mobilisation contre les véhicules électriques. Il a également réussi à fragiliser le système d'échange de quotas d'émissions mis en œuvre par l'Union européenne, en aboutissant au fait que le prix du carbone – et donc son coût – n'augmente pas. De son côté, l'International Association of Oil & Gas Producers (IOGP) a fait pression sur la Commission européenne pour accroître l'extraction de gaz et de pétrole. L'IOGP soutient également le développement de la fracturation hydraulique et de l'exploitation de gaz et de pétrole offshore dans l'Arctique.

Aux Etats-Unis, en 2018, ces compagnies pétrolières seraient allées jusqu'à tenter d'influer sur le résultat des élections américaines de mi-mandat.

E. C.: Au cours de la période qui a précédé les élections de mi-mandat, les sociétés pétrolières américaines, ExxonMobil en tête, ont dépensé 2 millions de dollars en l'espace de quatre semaines, sur Facebook et Instagram notamment. Ces publicités très ciblées, publiées en Alaska, dans le Colorado et au Texas notamment, mettaient en évidence les bénéfices qu'il y aurait pour la population à augmenter la production pétrolière, celle des gisements de gaz et de pétrole de schiste nord-américains en particulier. Plusieurs référendums locaux organisés entre le 9 octobre et le 6 novembre 2018, visant à accroître les exigences environnementales (Alaska), à augmenter le montant de la taxe carbone (Etat de Washington), ou encore à limiter le périmètre des explorations pétrolières (Colorado), ont échoué.